

SYNTHESE DU COLLOQUE DU 11 MAI 2015 AU PALAIS DU LUXEMBOURG

« CHANGEONS DE REGARD SUR LE CHOMAGE »

Selon un sondage IFOP publié en avril 2014, [58% des Français](#) étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Dans un autre [sondage publié en octobre 2014, 47% des personnes interrogées](#) considéraient que "compte tenu du nombre élevé de chômeurs, il faut baisser le montant des allocations versées aux chômeurs et raccourcir la période d'indemnisation de manière à inciter les chômeurs à rechercher plus activement du travail".

Les propos stigmatisants sur le chômage ont la vie dure en France et force est de constater que les chercheurs d'emploi pâtissent d'une image négative dans notre pays. Pourtant la réalité du chômage est tout autre : « isolement, perte de confiance en soi, précarité, incertitudes sur le présent et l'avenir ... » telles sont plutôt les réalités auxquelles sont confrontées les personnes en recherche d'emploi.

Dans le cadre de ses 30 ans, Solidarités Nouvelles Face au Chômage s'est engagée à donner une meilleure connaissance du chômage et de son vécu. Forte de son expérience dans l'accompagnement des chercheurs d'emplois, l'association a décidé de mener une vaste campagne visant à changer de regard sur cette réalité où les clichés demeurent vivaces.

Le 11 mai 2015, au Sénat, Solidarités Nouvelles face au Chômage a réuni de nombreux partenaires associatifs, publics et privés lors d'un colloque placé sous le haut patronage du Président de la République. Au travers de débats vifs et passionnants, les intervenants ont eu à cœur d'apporter des solutions concrètes et, pour certaines, innovantes, prouvant que tout n'a pas été tenté pour lutter contre le chômage.

DISCOURS D'OUVERTURE :

Gérard LARCHER, Président du Sénat a introduit ce colloque avec un discours fort, condamnant l'amalgame qui consiste à comparer les chercheurs d'emploi à des assistés. Il a rappelé que le véritable problème dans notre pays est l'exclusion engendrée par la perte d'un emploi. Il n'y a pas de fatalité dans le chômage et tout n'a pas été mené pour lutter contre ce fléau. En tant que responsable politique, Gérard LARCHER rappelle la nécessité de mettre tout en œuvre pour lutter contre ce problème qui préoccupe de plus en plus les Français.

C'est dans ce contexte que le Président du Sénat a rappelé l'importance de l'action d'associations comme Solidarités Nouvelles face au Chômage qui rendent vivantes les valeurs de solidarité et de partage.



Gilles de LABARRE, Président de Solidarités Nouvelles face au Chômage a insisté sur la nécessité de « passer d'un regard qui dévisage à un regard qui envisage ». C'est selon lui une exigence morale envers tous ceux qui se battent au quotidien pour garder la tête haute et conserver l'espoir d'un lendemain meilleur.

Selon lui, toute mobilisation nouvelle passera nécessairement par le fait de raviver le sentiment de fraternité dans notre pays. En créant des emplois solidaires, en mobilisant de nouveaux bénévoles, en instaurant un dialogue bienveillant avec les personnes accompagnées, nous contribuons à raviver le vivre ensemble. Solidarités Nouvelles face au Chômage vise à la transformation de la société toute entière pour faire en sorte que le souhaitable devienne possible. C'est cette utopie créatrice qui nous rassemble, qui fait que chaque bénévole est un combattant pour éradiquer le fléau du chômage. En s'attachant, à notre humble échelle, à réarticuler éthique et politique, Solidarités Nouvelles face au Chômage entend faire en sorte que le souhaitable (éthique) puisse orienter le possible (politique).

PREMIERE PARTIE : « CHANGEONS DE REGARD SUR LE CHOMAGE »

Pour les raisons évoquées précédemment, Solidarités Nouvelles face au Chômage a décidé de renforcer son analyse et ses arguments en demandant à **Didier DEMAZIERE**, Directeur de recherche au CNRS, de travailler sur le vécu des chercheurs d'emploi. Cette [étude](#) passionnante intitulée « Affronter le chômage : parcours, expériences, significations » bouscule les idées reçues sur le chômage.

Didier DEMAZIERE a ainsi eu l'occasion d'en présenter les [principales conclusions](#) permettant une réelle réflexion sur la réalité du chômage.

La synthèse de cette étude est disponible sur le site internet de l'association.

DEUXIEME PARTIE : « DEMAIN, LE PLEIN EMPLOI ? »

Après une brève réapparition dans le débat public au début des années 2000, le retour au plein-emploi n'apparaît plus aujourd'hui comme un objectif politique et est malheureusement considéré comme une utopie, voire même comme un tabou. Les pistes non explorées en France sont pourtant nombreuses. Une résignation semble s'être installée face au chômage de masse. Avons-nous tout essayé contre le chômage ? C'est à cette question que les intervenants de la première table ronde ont répondu aux travers d'un débat riche et respectueux.

Tenant d'une politique libérale, l'économiste **Jean-Marc DANIEL** a émis plusieurs propositions pour faire du marché du travail un « véritable marché » en permettant notamment aux entreprises de faire évoluer leur masse salariale de façon plus souple et en supprimant l'impôt sur les sociétés. Dans le même temps, il lui paraît important de mener une politique de formation de qualité permettant aux chômeurs de se former sur des métiers créateurs d'emploi.

Denis JACQUET, Président de Parrainer la Croissance, a complété l'analyse de Jean-Marc DANIEL, en confirmant la difficulté qu'ont les entreprises de licencier. Pour lui, il est donc vital de redonner aux TPE/PME la possibilité d'embaucher et de mettre fin à la tendance normative de nos dirigeants.

Laurent BERGER, Secrétaire Général de la CFTD, a rappelé l'importance de ramener l'humain et la notion d'épanouissement au travail au centre de la réflexion. La solution au chômage n'est pas de créer des emplois à n'importe quelle condition et sans aucune protection, mais bien de mettre en place des conditions de travail qui permettront d'exercer une activité professionnelle en toute dignité. Les solutions pour lutter contre le chômage existent, il est donc nécessaire de donner une marge de manœuvre aux partenaires sociaux pour que ceux-ci puissent expérimenter de nouvelles solutions.

En complément de ces différents points de vue macroéconomiques, **Emmanuelle WARGON**, Déléguée Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle rappelle la nécessité de l'accompagnement des chercheurs d'emploi. Pour cela, il est important de :

- Personnaliser l'accompagnement des chercheurs d'emploi. Les services publics de l'emploi doivent pouvoir apporter un suivi complet et particulier aux chercheurs d'emploi. Pour cela, il est nécessaire de développer les contacts avec les entreprises pour éviter que les personnes sans activité se désocialisent et perdent les habitudes du monde du travail.
- Structurer les parcours d'accompagnement à la création d'activité / d'entreprise. En partenariat avec les différentes structures d'accompagnement à la création d'entreprise (ADIE, BGE, France Active, etc.), les services publics de l'emploi doivent pouvoir offrir cette possibilité aux chercheurs d'emploi désirant créer leur activité.
- Faciliter l'embauche et donner la possibilité aux salariés de prendre des risques professionnels. Il faut pouvoir élargir les droits des salariés en leur permettant de prendre des risques professionnels sans prendre trop de risques personnels (compte personnel de formation, droits rechargeables, etc.).
- Faciliter et développer la formation tout au long de la vie. Les salariés doivent pouvoir faire face aux évolutions technologiques en se formant tout au long de leur vie.

Pour compléter ces différentes prises de parole, **Jean-Baptiste de FOUCAULD**, Président Fondateur de Solidarités Nouvelles face au Chômage, a rappelé que les pays ayant réussi à concilier le plein emploi et un système social efficace ont rempli trois conditions :

1. Un compromis État/Marché. Le marché doit être régulé tout en pouvant évoluer.
2. Un compromis Capital/travail. Il est nécessaire d'augmenter l'étendue du dialogue social et donner plus de pouvoirs aux partenaires sociaux pour leur laisser expérimenter et aller à l'encontre du droit du travail si cela peut s'avérer profitable à tous.
3. Un État providence orienté vers l'emploi. La lutte contre le chômage n'a jamais vraiment été une priorité de nos gouvernants et tant que nous n'aurons pas un État pleinement impliqué pour l'emploi, le chômage restera important. Les trois conditions pour combattre le chômage sont selon lui « d'y croire, de le vouloir et de s'en donner les moyens ».

Tout ne semble donc ne pas avoir été tenté contre le chômage et des solutions innovantes existent notamment à l'échelon des territoires.

TROISIEME PARTIE : « TERRITOIRES, SOLUTIONS AU CHÔMAGE ? »

Aujourd'hui et de plus en plus, les politiques publiques sont complétées par les initiatives des entreprises, des organisations professionnelles, des organismes de formation, des OPCA et des associations. La logique de co-construction et de partenariat s'implante sur les territoires et représente une opportunité non négligeable de lutter contre le chômage. Par ailleurs, l'une des leçons des années passées est que les citoyens peuvent participer activement et efficacement à la lutte contre le chômage, sans se substituer aux professionnels, mais en apportant une dimension particulière de lien social. Le développement d'une démarche collaborative entre professionnels et bénévoles renforcerait les politiques publiques souvent débordées par l'ampleur des problèmes à traiter.

- Comment développer des écosystèmes locaux pour l'emploi ?
- Quels partenariats de proximité pour créer de l'emploi sur les territoires ?
- Quelles sont les conditions de réussite des démarches partenariales ?
- Comment intégrer les personnes très éloignées de l'emploi dans ces écosystèmes locaux ?

À cet égard, **Jean BASSERES**, Directeur Général de Pôle emploi a rappelé la nécessité des partenariats locaux notamment avec CAP EMPLOI et les Missions Locales. Il est vital qu'une dynamique locale s'instaure autour de l'ensemble des acteurs de l'emploi, qu'ils soient associatifs, publics ou privés.

Patrick CARE, vice-Président du pôle territorial et Président du comité des Régions du MEDEF a rappelé la nécessité de simplifier la vie des entreprises et de favoriser le dialogue social localement pour favoriser les expérimentations. Les acteurs locaux doivent pouvoir tenter de nouvelles formes d'organisation et d'emploi.

Pour donner vie à ces idées, **Amandine BARTHELEMY**, professeure à Sciences Po, a pris l'exemple du groupe Archer dans la Drôme qui a permis une relance de l'industrie de la chaussure dans la région. Il est primordial de favoriser la coopération entre les acteurs et de penser à l'échelle du territoire. C'est à ce niveau que des innovations pourront naître.

Il est en effet essentiel de se poser la question de la finalité de l'entreprise dans le contexte économique et social actuel comme l'a rappelé **Gontran LEJEUNE**, ancien Président du Centre des Jeunes Dirigeants, Directeur du cabinet « Bienfait et associés ». Dans la lutte contre le chômage, il est important que les citoyens/consommateurs se posent la question de la provenance de leurs produits. Recréer de l'emploi passe par une consommation responsable qui favorise les productions locales.

« L'accompagnement, un plus pour la personne accompagnée comme pour l'accompagnateur »

Pour conclure les débats, SNC a voulu rappeler l'importance de l'accompagnement dans la lutte contre les effets négatifs du chômage.



Solidarités Nouvelles
face au Chômage

Louis-Pierre JAUNEAU, Responsable marketing chez Greenflex, a témoigné de son expérience de bénévole chez SNC. Cet engagement lui permet d'avoir un autre regard sur le chômage et ses conséquences sur la vie morale, financière et affective des chercheurs d'emploi.

De l'autre côté, **Olivia REGISSEUR**, chargée de communication au théâtre de la Reine Blanche à Paris, a été accompagnée par SNC et a bénéficié d'un emploi solidaire. Elle a témoigné de la difficulté du chômage et du bienfait de l'accompagnement dans la réflexion autour de son parcours professionnel. Les bénévoles de SNC lui ont permis de prendre du recul sur sa recherche d'emploi et de reprendre confiance en elle.

L'accompagnement permet donc aux chercheurs d'emploi de résister au phénomène d'usure qu'engendre le chômage et de ne pas sombrer. Forte de ses 30 ans d'expérience dans l'accompagnement, SNC doit devenir un acteur incontournable dans la définition des politiques publiques de l'emploi comme le soulignent **Gilles de LABARRE et Vincent GODEBOUT**. SNC se caractérise par la singularité et l'efficacité de ses méthodes et a donc toute sa légitimité pour intervenir dans le débat public.

À nous de participer à cette dynamique en créant et développant des partenariats à l'échelle locale.

À nous de jouer !